

Propriété privée ?

Le parti continue à se baser sur la croyance que dans un pays capitaliste particulier, la forme capitaliste est inséparable de la propriété privée. Non seulement cela va à l'encontre des considérations théoriques de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, mais cela mène le parti à une perpétuelle recherche de signes de restauration capitaliste, ou d'un soulèvement dramatique quelconque, dans la Russie stalinienne. C'est s'en tenir servilement au point de vue que la contre-révolution dans l'économie russe viendra sous la forme d'une restauration de la propriété privée. Il n'en va pas nécessairement ainsi. Il n'y a aucun signe de dénationalisation des moyens de production essentiels en Russie stalinienne. La bureaucratie stalinienne doit, par nécessité, apparaître aux masses comme le défenseur de la propriété nationalisée. De plus, elle l'a établie dans d'autres pays, directement ou indirectement, et est préparée à la défendre au moyen de l'Armée rouge.

C'est un fait que la tendance économique dominant aujourd'hui, même dans les pays capitalistes, se fait vers l'étatisation de la production. La propriété étatisée, en elle-même, sans les éléments du contrôle ouvrier, ne signifie rien et ne prouve rien. Comme Trotsky le souligne dans « Défense du marxisme » : « Il est clair que la tâche urgente de l'étatisation des forces productives sera accomplie par quelqu'un. » La question est : « Par qui ? » Le prolétariat ou les capitalistes ? Le contrôle de classe dans cette question décide de son caractère progressif ou réactionnaire.

Cela mène la IV^e Internationale à la position confuse, ridicule et démoralisante, selon laquelle les pays baltes : Estonie, Lituanie et Lettonie ont, d'un seul coup, été « progressivement » annexés à l'Union soviétique, et, en même temps, transformés en Etats ouvriers dégénérés (profondément) ! Quelle est la nature de la Yougoslavie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie ? Leur économie n'est, sous aucun rapport, essentiellement différente de celle des pays baltes. Elle a été imposée par la même « victorieuse Armée rouge » dans des circonstances semblables. Sont-ce des pays capitalistes, ou, eux aussi, des Etats ouvriers profondément dégénérés ? Il est bien possible que les travailleurs de ces pays demandent à savoir s'il faut défendre leur économie ou être défaitistes. Jusqu'à présent la IV^e Internationale est restée silencieuse.

Si nous caractérisons les pays satellites comme capitalistes, ce qu'ils sont en fait, alors nous devons admettre qu'au sein des Républiques socialistes soviétiques, un certain nombre d'entre elles sont des Etats ouvriers dégénérés, mais que trois d'entre elles sont capitalistes ! Quelle contradiction le maintien d'une formule si clairement vermoulue a mené la IV^e Internationale à défendre !

En maintenant cette position, la IV^e Internationale ne fait qu'aider et rendre plus confortable la position des tenants du collectivisme bureaucratique, du « managerial society » et des révisionnistes pessimistes de toutes sortes.

D'autre part, il y a un autre aspect de la question de la propriété privée

dont nous devons nécessairement traiter. Trotsky disait à ce sujet : « (La bureaucratie) doit inévitablement dans les étapes futures se chercher un appui dans les rapports de propriété. — Mais le droit de tester est inséparable du droit de propriété. Il n'est pas suffisant d'être directeur d'un trust ; il est nécessaire d'être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans cette sphère décisive signifierait sa transformation en nouvelle classe possédante. » (Léon Trotsky : *La Révolution trahie*.)

Ceci est faux. Les rapports de production ne découlent pas des rapports de propriété. Les rapports de propriété découlent des rapports de production. Ce n'est pas la fonction d'actionnaire dans une société qui donne le droit d'exploiter le travail. C'est la fonction dans un processus de production sur lequel les travailleurs n'ont aucun contrôle qui transforme un simple M. Richard en un vrai capitaliste.

La bureaucratie stalinienne, précisément à cause de son rôle dans le processus de production, a le « droit de tester », c'est-à-dire le droit à la plus-value extorquée aux ouvriers, à cause de ce rôle, et non pas en fonction de quelconques actions qu'elle peut posséder.

D'autre part, ce rôle dans la production, à son tour, a entraîné aussi le droit de donner par testament toute propriété personnelle ou toute somme d'argent à ses descendants directs sans intervention de l'Etat. Personne ne dément cela. La revue *Fourth International* a publié les détails concernant cette loi et en a reconnu l'existence. Cependant — et c'est cela qui peut devenir fatal — elle ne tire aucune conclusion de ce nouveau fait, pas plus qu'elle n'a tiré de conclusion ferme des changements survenus dans les rapports familiaux. Cependant, les enfants des bureaucrates ayant le moyen de suivre les cours des écoles supérieures, et jouissant de nombreux privilèges spéciaux, y compris les voyages à l'étranger, sont en fait entraînés par leurs parents et par l'Etat comme de futurs dirigeants de cet Etat. Ainsi, nous voyons que les privilèges spéciaux découlent du rôle de cette classe exploiteuse dans le processus de production, et de là au sein de l'appareil d'Etat. Les nouveaux dirigeants staliniens sont les capitalistes d'Etat de Russie.

Planification étatique

L'un des principaux arguments des défensistes est que la propriété nationalisée permet un nouveau stade d'évolution sociale, celui de la planification. La bureaucratie ne peut planifier pour surmonter les conséquences économiques de la différenciation fondamentale de classe dans les rapports de production qui sont gouvernés, non pas par les schémas de la bureaucratie, mais par ses rapports avec le marché mondial. Par le fait que l'économie stalinienne fonctionne encadrée par le capitalisme mondial, le monopole du commerce extérieur ne devient pas une garantie du maintien des rapports socialistes de production, mais un canal par lequel l'économie soviétique est réabsorbée dans l'économie capitaliste mondiale.

Il est absolument impossible de pla-

nifier de telle sorte qu'on puisse surmonter la disproportion croissante entre l'accumulation du capital et la dégradation du prolétariat. La planification de la bureaucratie consiste, dans son essence, dans une régulation de l'économie dans le cadre des lois de son mouvement capitaliste.

Ainsi que dans chacune des économies du monde d'aujourd'hui, le capitalisme est parvenu à une étape telle que les capitalistes planifient l'économie dans la mesure et de telle façon qu'ils répartissent le capital et le travail en fonction des nécessités que les positions et les buts de classe de la bureaucratie ou de toute autre classe capitaliste leur imposent. Le libre marché classique est une chose du passé.

La bureaucratie n'est capable de surmonter les manifestations les plus flagrantes des anciennes crises commerciales que grâce aux réglementations les plus brutales et la subordination des travailleurs aux constantes crises de l'économie. Mais la planification dans le sens d'une proportionalisation des moyens de production et de consommation est chose absolument impossible pour la bureaucratie en raison des antagonismes de classe dans le pays, de l'écartement du prolétariat de toute fonction productive si ce n'est celle de production de plus-value, et de la subordination de l'économie au marché mondial, soit à travers les relations économiques existantes actuellement, telles que la Russie lutte pour les fonder, ou soit à travers la forme moderne de la concurrence : la guerre impérialiste.

Cette confusion dans la question de la planification, la conception selon laquelle la planification est réalisable par toute autre classe qu'un prolétariat qui se soit émancipé de la tyrannie du capital, fait naître aussi dans l'esprit du prolétariat mondial une confusion entre la société collectiviste et le totalitarisme. Et ceci cause de grands dommages à l'idée socialiste à cette étape critique de l'histoire de la Quatrième Internationale.

On doit noter particulièrement qu'en Russie, les professeurs staliniens eux-mêmes étaient incapables, de leur propre aveu d'expliquer la présence dans l'économie soviétique de la valeur jusque là associée à l'idée de production capitaliste.

D'après un article publié dans l'*American Economic Review*, traduction d'un article paru dans *Pod Znamemem Marxizma* (« Sous la Bannière du Marxisme », septembre 1944), intitulé « Quelques questions au sujet de l'enseignement de l'économie politique », les professeurs staliniens étaient forcés d'admettre que l'enseignement de l'économie politique était fini depuis plusieurs années (1940 au plus tard), et lorsqu'on en fit le bilan, un renversement complet de position s'avérait nécessaire. On admettait maintenant que la loi de la valeur fonctionnait au sein de l'Union soviétique, et, en même temps, on lançait une violente attaque contre la méthodologie du « Capital ». En retour, ceci les obligea à défendre l'Union soviétique contre les accusations selon lesquelles l'Union soviétique était un Etat capitaliste en s'appuyant sur les deux faits qu'il n'y avait pas de propriété privée et que l'économie était planifiée. Il est significatif que cette question ait été soulevée et discutée dans la Russie totalitaire, mais qu'on ne l'ait pas considérée comme digne de discussion dans notre propre parti.